

ARRÊTÉ
ACCORDANT UN PERMIS D'AMENAGER
DÉLIVRÉ AU NOM DE LA COMMUNE

Mairie de PLABENNEC
1, Rue Pierre Jestin
29860 PLABENNEC
Tél. : 02 98 40 41 32
E-mail : urbanisme@plabennec.fr

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
<i>Déposée le 30/06/2021</i>	<i>Complétée le 30/06/2021</i>	N° PA0291602100002
<i>Par :</i>	SAS NEGOCIM	Surface plancher autorisée : 2000 m²
<i>Demeurant à :</i>	3 allée François Joseph Broussais - 56000 VANNES	
<i>Représenté par :</i>	Monsieur NOINSKI Didier	Destination : Habitat + activités compatibles
<i>Pour :</i>	Création d'un lotissement de 9 lots	
<i>Sur un terrain sis :</i>	Rue Marcel Bouguen - 29860 PLABENNEC	

Le Maire :

Vu la demande de permis d'aménager susvisée, affichée le 01/07/2021 en mairie,
Vu le Code de l'urbanisme,
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Brest dans sa version consolidée à la date de l'arrêté,
Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 30/01/2020 dans sa version consolidée à la date de l'arrêté,
Vu les dispositions afférentes à la zone UHc du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) susvisé,
Vu les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ci-annexées,
Vu l'avis du service « collecte des déchets » en date du 02/09/2021,
Vu l'avis du service Eau et Assainissement en date du 05/07/2021,
Vu l'avis Enedis en date du 05/07/2021,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Le permis d'aménager est **ACCORDE** pour le projet décrit ci-dessus, sous réserve de respecter les prescriptions aux articles suivants.

ARTICLE 2

Conformément à l'avis du service collecte, les bacs d'ordures ménagères seront regroupés sur le point de regroupement indiqué au plan de composition et seront récoltés une fois tous les quinze jours.
L'avis émis par le service Eau et Assainissement sera respecté.
Conformément à l'avis Enedis, la puissance de raccordement du projet sera de 82 kVA triphasé.

ARTICLE 3

Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est de 9.
La surface de plancher maximale autorisée dans le lotissement est de 2000 m² à répartir conformément à l'annexe du règlement du lotissement.

ARTICLE 4

Les frais de branchements et de raccordements aux divers réseaux seront à la charge des acquéreurs des lots.

ARTICLE 5

Le projet sera raccordé au réseau de défense incendie pour assurer la protection des futures constructions.

ARTICLE 6

Le lotisseur fournira à l'acquéreur un certificat attestant, sous sa responsabilité, l'achèvement des travaux concernant les équipements desservant le lot. Ce certificat sera joint à la demande de permis de construire.

PLABENNEC, le 29/9/2021
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint à l'urbanisme,
Fabien GUIZIOU



N.B. : L'attention du bénéficiaire de la présente autorisation est attirée sur le fait que la réalisation du projet donne lieu au versement de la Taxe d'Aménagement, dont le montant sera notifié ultérieurement par la Direction des Services Fiscaux.

N.B. : La présente autorisation est délivrée sans préjudice de l'observation et de l'application des autres législations ou réglementations.

N.B. : Les travaux d'aménagement devront être commencés dans un délai de 3 ans à compter de sa notification et passé ce délai, ne pas être interrompus pendant plus d'une année. A défaut, le présent arrêté sera caduc.

N.B. : Les frais de branchements et de raccordements aux divers réseaux seront à la charge des acquéreurs des lots.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DROIT DES TIERS : La présente décision a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment les autres réglementations et les règles de droit privé : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

En application de l'article R. 423-68 du code de l'urbanisme, en cas de désaccord avec l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France, le recours de l'autorité compétente doit être adressé au préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de sept jours à compter de la réception par l'autorité compétente de l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année renouvelable une fois peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

AFFICHAGE : Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*). Aucune action en vue de l'annulation du présent arrêté n'est recevable à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'achèvement de la construction.